

Pour une alternative à l'Austérité

Le PSL sait que le mouvement projettera de nombreuses aspirations plus spécifiques mais nous estimons que les revendications reprises ci-dessous peuvent aider à déterminer l'orientation :

- Restauration complète de l'index, négociations salariales libres et salaire minimum de 15€ bruts/heure
- Pas de sape des contrats de travail via la sous-traitance, l'intérim ou autres emplois précaires
- Pas touche au statut des fonctionnaires publics, pas de démantèlement des services publics, pas de privatisation ni libéralisation, insourcing plutôt qu'outsourcing
- Rétablissement de la prépension, pas touche à la pension anticipée et aux systèmes de fin de carrière avec RTT
- Relèvement des pensions à minimum 75% du dernier salaire gagné avec un minimum de 1500€ par mois
- Stop à la chasse aux chômeurs, pas de dégressivité, pas de service à la communauté mais plein emploi par une réduction du temps de travail généralisée à 30h/semaine sans perte de salaire.

Nous n'avons encore jamais produit autant de richesse qu'aujourd'hui. Ce ne sont pas les moyens qui manquent mais la volonté politique. Le PSL veut lui aussi une fiscalité plus juste mais ceux qui détiennent le capital et les propriétaires immobiliers feront payer la pression fiscale plus forte aux consommateurs, travailleurs ou locataires. Seule une nationalisation des secteurs-clés de l'économie sous contrôle démocratique de la communauté offre des garanties par rapport à cela. Nous voulons la fin de ce système dépassé de propriété privée des moyens de production et de course au profit et un socialisme démocratique moderne avec libre utilisation de la connaissance et des moyens au profit de tous.

MANIFESTATION le 15 mai

"Bloquons les 45H" - 14H Gare centrale

SOIRÉE DÉBAT

le 1^{er} juin - 19h

Pianofabriek, 35 rue du Fort à Saint-Gilles

Quelle réaction face aux attaques du gouvernement? Comment organiser notre riposte et préparer un 2^e plan d'action? Quelle alternative face à l'austérité?

Avec des militants et délégués syndicaux de la FGTB et de la CSC, des participants de la plateforme "Bloquons les 45h", ...

PSL

www.socialisme.be

**LuxLeaks, SwissLeaks, Excess Profit Rulings, Panama Papers...
Nous vivons tous au-dessus de nos moyens ?!**

STOP À LA LOI TRAVAIL PEETERS!

IL NOUS FAUT un 2^e PLAN D'ACTION



MANIF SYNDICALE FIN MAI

à Bruxelles

& DÉBAT DU PSL LE 1^{ER} JUIN

19h - Pianofabriek, 35 rue du Fort à Saint-Gilles

PSL

le Parti Socialiste de Lutte
PARTICIPE À

GAUCHES
communes

Dégageons Michel et la politique d'austérité par la grève



En plus des premières mesures d'austérité de ce gouvernement thatcherien MR-NVA- CD&V- Open Vld (saut d'index, augmentation de l'âge légal de la pension, réduction des contributions sociales pour les entreprises, augmentations des taxes, etc.) survient une nouvelle avalanche antisociale faites de nouvelles taxes et de réformes structurelles.

Non au projet de loi « travail » à la belge

Un contrôle budgétaire suffit pour balancer par-dessus bord des "valeurs occidentales" comme la journée des huit heures et la semaine de 38 heures qui pourra devenir 45h. C'en est fini de payer des heures supplémentaires et d'engager du personnel lors d'un surcroît de travail. Dorénavant, nous travaillerons jusqu'à tomber malade. Le recours au travail intérimaire n'est maintenant officiellement plus limité aux surcroûts de travail mais est aussi possible à durée indéterminée.

Les malades de longue durée doivent retourner au travail, sans quoi ils seront sanctionnés. Les pensions dans le secteur public sont "recalculées". Objectif ? Travailler plus longtemps pour des pensions fortement réduites. Les travailleurs à temps partiel à horaire variable ne pourront recevoir leur horaire qu'un jour à l'avance. Bref une loi « travail » comme la loi El Khomri en France ici signée Kris Peeters (CD&V), le soi-disant visage social du gouvernement. Pour le ministre de l'emploi et de l'économie, nous vivons tous au-dessus de nos moyens et ce n'est

qu'un avant-goût de ce qui nous attend avec le budget d'austérité 2017. La Cour des comptes estime qu'il s'agira de 9 milliards d'euros d'austérité pour tous les niveaux de pouvoir.

Où est passé l'argent ?

Le prétexte du gouvernement est que "nos entreprises doivent rester compétitives". Mais les entreprises sont pillées par les actionnaires, les CEO et leurs amis consultants. L'année dernière, les entreprises du Bel20 ont ensemble enregistré un bénéfice net de 17,7 milliards, dont 9,9 milliards (+7%) directement offerts aux actionnaires. Le salaire moyen des CEO de ces entreprises a augmenté de 20% l'année dernière!

Après LuxLeaks, Swissleaks et les Panama Papers, on estime les richesses placées offshore pour éluder le fisc à 57 milliards d'euros. Quand l'Europe impose au gouvernement de rembourser 940 millions d'euros pour attribution illégale d'Excess Ruling Profits en cadeau aux grandes entreprises, le gouvernement va en appel.

Créer le climat social pour un 2e plan d'action

Les premières concentrations syndicales du 19 avril (FGTB) et du 20 avril (CSC) étaient prometteuses. Nous devons créer, pendant les actions mais aussi dans les entreprises - via des assemblées générales du personnel -, dans les écoles

et les quartiers, un climat social qui rendra possible un deuxième plan d'action de même ampleur voire plus grand que celui de l'automne 2014.

Des assemblées générales interprofessionnelles et une nouvelle manifestation nationale (on parle du 24 mai), comme celle du 6 novembre 2014 seraient un bon point de départ. Cela ébranlerait sérieusement le gouvernement. Si, après l'été, nous embrayons avec de nouveaux jours de grèves provinciales, suivis d'une grève nationale de 48 heures, nous pourrions mettre un terme à ce gouvernement de l'horreur. Chaque gouvernement qui viendra ensuite au pouvoir devra se chauffer d'un autre bois.

Les partenaires politiques

impropres au modèle de confrontation

Tant que le patronat optait pour le dialogue social pendant la période d'Etat-providence, les partenaires politiques traditionnels des syndicats, comme le PS et le CD&V, pouvaient encore prétendre défendre nos intérêts, même si c'était déjà de manière faussée.

Depuis que le patronat est passé à une politique de confrontation, ses partenaires politiques traditionnels se sont avérés totalement inaptes. Et ce juste au moment où le gouvernement coule chaque accord qui sort du cadre au niveau des entreprises, des secteurs ou même lors de la concertation sociale au sein du groupe des 10. Ce ne sont pas les syndicats mais le gouvernement qui politise chaque conflit social.

Organiser politiquement la lutte

Les syndicats sont les organisations qui regroupent le plus grand nombre. Chaque appel sérieux est massivement suivi. Beaucoup essaient, à leur manière, de renforcer la lutte sociale dans toute autre chose, Nuit Debout, Bloquons les 45h et d'autres mobilisations spontanées.

Il est temps que les syndicats aident à organiser politiquement cette lutte. Il est temps que nous ouvrons la voie au parlement à de véritables représentants des travailleurs, des jeunes, des pensionnés, des malades... Un deuxième plan d'action ne peut se limiter à stopper la politique d'austérité et encore moins à la chute du gouvernement mais doit permettre de faire converger les forces dans les entreprises, en rue, dans les quartiers pour imposer une autre politique.

Pour un nouveau parti large des travailleurs

Ailleurs en Europe, de nouveaux partis de gauche défient la social-démocratie. Depuis que Corbyn est devenu président, il y a au sein du Labour britannique une lutte entre une ancienne aile droite bourgeoise et une nouvelle aile ouvrière. La primaire de Sanders aux USA illustre le potentiel d'un parti qui casse complètement avec la politique de Wall Street.

Une initiative ferme en ce sens de la part des syndicats, ouverte aux nouveaux mouvements sociaux, au PTB et aux autres forces de gauche radicale, éveillerait un enthousiasme écrasant et redessinerait, en quelques mois, le paysage politique.